

**Der Grosse Rat Le Grand Conseil
des Kantons Bern du canton de Berne**

Dienstag (Nachmittag), 9. Juni 2020 / Mardi après-midi, 9 juin 2020

**Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion /
Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement**

**60 2019.RRGR.254 Motion 206-2019 Grüne (von Wattenwyl, Tramelan)
Freihandelsabkommen mit dem MERCOSUR: Der Kanton Bern muss aktiv werden!**

**60 2019.RRGR.254 Motion 206-2019 Les Verts (von Wattenwyl, Tramelan)
Traité de libre-échange avec le MERCOSUR : Berne doit s'engager**

Präsident. Wir kommen zum Traktandum Nummer 60, eine Motion der grünen Fraktion, «Freihandelsabkommen mit dem MERCOSUR: Der Kanton Bern muss aktiv werden!». Je cède la parole à la motionnaire, l'intervenante Moussia de Wattenwyl.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Les Verts) Les Verts demandent par cette motion que le canton de Berne donne le signal clair qu'il défend ses agricultrices et agriculteurs et ceci avant la ratification de l'Accord avec le Mercosur. Certes, nous n'avons pas toutes les cartes en main dans cette partie mais nous devons donner ce signal clair de soutien au monde rural et agricole du canton. Sur le site de l'Office de l'agriculture et de la nature (OAN), on peut lire : « L'office [...] contribue à la production de denrées alimentaires sûres et de qualité et protège simultanément [les] espaces de vie et de délasserment [...] » – je passe – « [...] le canton de Berne est très diversifié. » L'OAN « s'engage à préserver ces paysages naturels et agricoles uniques ainsi qu'une production agricole durable [...] ». Durable, on y est : un mot, Mesdames et Messieurs, utilisé souvent à tout-va mais qui a toute son importance. Il se trouve justement dans l'article que nous demandons à être respecté. Car nous ne mettons pas en question les échanges en général. L'économie contient trois secteurs. Les échanges sont nécessaires mais pas de n'importe quel produit à n'importe quel prix et pas au détriment du travail de personnes, pas au détriment d'animaux ou de la nature. Je vous lis l'article : l'article 104a de la Constitution prévoit « en vue d'assurer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires » que la Confédération crée des conditions pour – lettre d – « des relations commerciales transfrontalières qui contribuent au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire. » Très bien. Le développement durable, c'est quoi ? Cette notion a été élaborée en 1987 dans le Rapport Brundtland. Il repose sur trois piliers : l'économie, le social et l'écologie, qui font référence à des valeurs viables, vivables et équitables. On y associe parfois la dimension spatiale, Nord-Sud, ou encore la dimension temporelle, l'impact sur les générations futures. Bref, des échanges durables doivent respecter les gens d'ici et d'ailleurs, les modes de production d'ici – et nous les connaissons, ces normes que l'on s'impose – et d'ailleurs ; les ressources d'ici et d'ailleurs, l'environnement en général, et pas uniquement à être bon pour le porte-monnaie. Laissez-moi douter des respects et des notions de durabilité de certains dirigeants d'Amérique latine sans besoin de nommer qui que ce soit.

Avec la crise covid-19 que l'on traverse, on voit à quel point les circuits courts, l'agriculture de proximité, nos petits agriculteurs, sont très importants, dans le Jura bernois et dans les vallées alpines, par exemple. Aujourd'hui plus que jamais, le local a prouvé son importance et est revalorisé, ne lui tirons pas dessus. Adieu et merci pour votre participation, la Confédération passe à la vitesse supérieure : est-ce le signal que vous voulez envoyer au monde agricole ? Finie la vision à court terme, la recherche de profit par-dessus tout. Il y a la crise COVID et je vous rappelle aussi la crise climatique qui n'a pas disparu. Maintenant, je vous renvoie à la réponse que le gouvernement a donné à l'interpellation (I 205-2019) déposée en même temps que cette motion et qui posait la question des avantages ou inconvénients pour l'agriculture bernoise. Accrochez-vous : à la question 2 on nous répond : « La simulation effectuée sur la base d'un modèle d'accord fictif passé avec les Etats du Mercosur prévoit une légère baisse des revenus du secteur agricole et une légère accélération des changements structurels. » Pas grave, nos agriculteurs sont millionnaires et nous n'avons que faire des petites exploitations qui disparaissent. A moi, ça me fait dresser les cheveux sur la tête. On impose cet accord à l'agriculture, car dans la balance il y a la pharma, les textiles, les produits industriels, les services que l'on veut exporter, et donc, il faudra importer de la viande de

porc, de poulet, du bœuf, par exemple. Le rapport du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) parle des concessions accordées aux Etats du Mercosur en contrepartie qui sont *jouables* sur le dos des plus petits et de l'environnement. Eh bien, je ne joue pas, non.

Les Verts n'en veulent pas de cet accord, pas comme ça. Onze pays, dont la France, l'Autriche, la Belgique, l'Irlande, le Luxembourg, ne signeront pas l'accord sous la forme actuelle. Les Pays-Bas, un des pays les plus libéraux, viennent de le refuser en évoquant la protection animale, la déforestation illégale et la concurrence déloyale. Du ressort de la Confédération, me direz-vous. Pas seulement. Le gouvernement bernois, dans l'interpellation, dit qu'il pourra probablement s'exprimer sur cet accord dans le cadre de la procédure de consultation, si référendum il y a. Nous demandons qu'il donne son avis de toute façon et je vous invite à lui donner l'avis du parlement : un accord, oui, mais pas sur le dos de nos agricultrices et agriculteurs. Le développement durable est un équilibre, il ne privilégie pas un secteur au détriment des autres. (*Le président demande à l'oratrice de conclure. / Der Präsident bittet die Rednerin, zum Schluss zu kommen.*) Que toutes celles et ceux qui ne soutiennent pas cette motion soient prêts à expliquer à nos agricultrices et agriculteurs qu'ils vont gagner moins à l'avenir et que les petites exploitations vont continuer à disparaître, ainsi on pourra continuer à subventionner les géraniums sur leurs bords de fenêtre. Je vous remercie de soutenir cette motion.

Christoph Grupp, Biel (Grüne). Ich bin Mitmotionär, aber einer der Mitmotionäre, der hier auch gesprochen hätte, Mohamed Hamdaoui, ist heute krank, und als ich seine Rede gesehen habe, fand ich, es wäre schade, wenn wir diese nicht hören würden. Deshalb werde ich diese jetzt ablesen, und ich hoffe, der Präsident gibt mir jetzt noch einmal die vollen 3 Minuten, weil ich ohnehin nicht so schnell sprechen kann wie Momo.

Je suis un fervent partisan de la mondialisation. La crise que nous traversons montre à quel point nos problèmes sont communs. Et donc, il faut nous unir pour tenter de trouver des solutions communes. Comme je suis pour la mondialisation, je suis un partisan des accords de libre-échange. D'abord les échanges de libre-échange humains et culturels, ce sont les plus importants. Et ils n'ont pas de prix, eux. Mais aussi pour les échanges économiques. Car il paraît que lorsque les Etats font des affaires entre eux, ils n'ont pas le temps de se faire la guerre. Je ne sais pas si c'est vrai, mais j'ai envie d'y croire. Et donc, je ne suis pas opposé à la conclusion d'un accord de libre-échange entre la Suisse et le Mercosur. Nous avons tous à y gagner, à commencer par notre canton, en particulier Bienne et le Jura bernois : leurs entreprises dépendent d'exportations. Nous avons donc tout intérêt de permettre d'avoir de conditions favorables à l'accès à ces marchés. En ce sens, nous avons à coup sûr besoin d'avoir des échanges commerciaux privilégiés avec ces pays qui sont le Brésil, l'Argentine ou l'Uruguay, pour ne citer qu'eux. Des pays où, d'ailleurs, il y a longtemps, certains Suisses étaient partis s'installer pour fuir la misère. Comme quoi, même certains de nos ancêtres avaient été des réfugiés économiques. Mais passons.

Ces accords de libre-échange doivent nous permettre d'exporter dans ces pays ce que nous faisons de mieux. Mais ils ne doivent en aucun cas les autoriser à importer ce qu'il y a de pire. Surtout, ils ne doivent en aucun cas les autoriser à remettre en cause des acquis sociaux pour lesquels nous nous sommes longtemps battus en Suisse. Mais l'Accord de libre-échange avec le Mercosur est nécessaire comme le seront ceux avec tant d'autres pays. Car en ces temps de crise qui risquent de mettre au chômage de nombreuses personnes qui travaillent dans l'horlogerie ou la mécanique, il est indispensable de pouvoir accéder plus facilement à des marchés importants et apporter notre savoir-faire qui est notre principale richesse. Mais à l'état actuel, cet accord est tout simplement inacceptable.

Mesdames, Messieurs, il en va de notre crédibilité. Nous ne pouvons pas d'un côté nous réjouir que les agriculteurs du Seeland, du Jura bernois ou l'Oberland nous aient été un précieux secours durant cette crise, et de l'autre, accepter un accord qui réduira leurs revenus, remettra en cause les efforts que nombreux d'entre eux accomplissent pour le respect de la nature. A travers cette motion, nous ne demandons pas la lune, nous demandons simplement que le canton de Berne, et au-delà sa population, ses entreprises et ses employés, fassent pression pour que nous puissions avoir notre mot à dire sur un sujet si important. Mesdames, Messieurs, pour conclure, je le répète : je me réjouis de savoir que demain, grâce à un accord de libre-échange avec le Mercosur, nos entreprises pourront exporter notre savoir-faire au Brésil ou ailleurs. Mais avec autant de vigueur, je refuse au nom du libre-échange, que nous acceptions ici des produits fabriqués dans des conditions contraires à nos normes, à nos lois et à nos valeurs. Merci de l'accepter.

Präsident. Wir wünschen dem Grossrat Hamdaoui gute Besserung aus dem Saal und kommen jetzt zu den Fraktionssprechenden. Und als Erste für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Grossrätin Ursula Marti.

Ursula Marti, Bern (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion steht diesem Freihandelsabkommen mit den MERCOSUR-Staaten kritisch gegenüber und verlangt, dass der Artikel 104a, Buchstabe d der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft eingehalten wird – nämlich, dass die Handelsbeziehungen der Schweiz mit anderen Ländern zu einer nachhaltigen Entwicklung der Landwirtschaft und der Ernährungswirtschaft beitragen muss. Im brasilianischen Amazonas verschwindet pro Minute eine Waldfläche von der Grösse von drei Fussballfeldern. Die globale Nachfrage nach Rindfleisch, Futtermitteln, Palmöl oder Gold führt dazu, dass die Lebensgrundlage der indigenen Völker zerstört wird. Ihre Rechte werden ignoriert, die Umwelt wird zerstört und die Klimaerwärmung wird angeheizt. Der Präsident Bolsonaro foutiert sich völlig um diese Probleme, er verschlimmert sie mit seiner Politik noch. Auch die Schweiz importiert diese erwähnten Güter, schon heute. Und wir haben eine Verantwortung gegenüber Brasilien und den anderen MERCOSUR-Staaten. Damit der Artikel 104a keine leere Floskel bleibt, muss die Schweiz griffige Massnahmen verlangen: die Einhaltung der Menschenrechte, ein Recht auf eigenes Land und die Selbstbestimmung der indigenen Völker, die Einhaltung der Tierrechte, keine Tierquälereien, keine Abholzung des Regenwaldes, keine Giftmittel, griffige Umwelt- und Klimaschutzbestimmungen. Wir haben auch eine Verantwortung unserer Landwirtschaft gegenüber. Rindfleisch haben wir selbst, statt Palmöl können wir feine andere Öle produzieren. Und wir haben auch sehr viele weitere, wunderbare Produkte in hoher Qualität. Wir sollten diese nicht mit Billigprodukten konkurrenzieren, die von weit her importiert werden und nur so billig sind, weil sie eben auf Ausbeutung von Mensch, Tier und Natur basieren.

Wir unterstützen somit das Anliegen dieses Vorstosses. Wir wissen nicht, ob wir mit dieser Forderung, auf nationaler Ebene zu intervenieren, so viel auslösen können. Wir haben vom Kanton Bern her keine rechtliche Handhabung, wie dies die Regierung in ihrer Antwort auch richtig festhält. Aber jede Aktivität in diese Richtung ist ein Beitrag zur Sensibilisierung für diese Probleme und zur Meinungsbildung. Und es gibt dem Anliegen Öffentlichkeit und erhöht den Druck. Deshalb unterstützen wir diese Motion.

Marc Tobler, Moutier (UDC). La motion sur le traité de libre-échange avec les Etats du Mercosur a retenu toute notre attention. Mettre en balance l'économie d'exportation et l'agriculture n'est jamais une chose facile. Nous savons aussi que ces accords étaient presque prêts pour signature. Mais il y a eu des problèmes politiques en Amérique du Sud, et ce fameux virus, ce covid-19 qui a paralysé tellement de choses. A l'heure actuelle, tous les regards se portent sur l'Accord de libre-échange avec le groupe d'Etats sud-américains du Mercosur qui comprend le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Dans le cadre de cet Accord, les concessions faites sur la viande, les céréales, le vin et de nombreux autres produits doivent tenir compte des limites convenues. De plus, la mise en œuvre d'un nouvel article constitutionnel 104a, lettre d, qui oblige la Suisse à tenir compte de la durabilité y compris dans le cadre d'accords commerciaux, doit être pleinement respecté. L'Union suisse des paysans (USP) se montre sceptique. Toutefois, nous devons attendre de connaître la teneur exacte de l'Accord et de pouvoir en estimer les effets concrets avant de rendre une évaluation et prendre définitivement position. Comme indiqué, nous ne sommes pas contre les accords de libre-échange. D'ailleurs, nous en respectons l'importance pour l'économie suisse. C'est pour ces raisons que le groupe UDC accepte à grande majorité cette motion.

Präsident. Für die grüne Fraktion, Grossrätin Christa Ammann.

Christa Ammann, Bern (AL). Ich möchte Ihnen beliebt machen, den Vorstoss anzunehmen. Wenn das MERCOSUR-Abkommen in dieser Form unterzeichnet wird, wird es von den Folgen her einer der wichtigsten Vorstösse sein, den wir hier in dieser Session diskutieren. Und auch genau deshalb ist es wichtig, dass der Kanton Bern aktiv wird und Druck aufbaut. Die Auslegung des Bundes ist viel zu beschönigend, nicht nur der schon viel zitierte Buchstabe d, sondern auch der Buchstabe b, bei dem es um eine standortangepasste und ressourceneffiziente Lebensmittelproduktion geht, wird ignoriert. Logisch sagt das SECO, dass die Verfassung respektiert werde. Man stelle sich vor, sie hätten kommuniziert: Nein, die Verfassung wird nicht respektiert, aber wir haben uns trotzdem für dieses Freihandelsabkommen eingesetzt und es vereinbart, weil für uns der Profit für unsere Unter-

nehmen über allem steht und wir uns nun wirklich einfach um die Regenwälder am anderen Ende der Welt foutieren. Es gibt viele Gründe, warum es wichtig ist, diesen Vorstoss zu überweisen und viele Gründe, weshalb sich der Kanton Bern dafür einsetzen muss, dass dieses Abkommen nicht zu Stande kommt.

Erstens: Der Verschleiss von Energie und die Klimaschädlichkeit gerade der Fleischindustrie und des Futtermittelimports kann nicht schönegeredet werden. Zweitens: Die Schweiz hat bei tierischen Produkten gemäss Agristat einen Selbstversorgungsgrad von 99 Prozent. Soll der Klimawandel abgeschwächt werden, müssen wir unsere Ernährung umstellen, und nicht noch mehr tierische Produkte auf den Markt bringen, und so noch Food-Waste fördern. Drittens: Das Abkommen gefährdet auch die Artenvielfalt. Viertens: Wie schon erwähnt, hat das Abkommen primär den Profit von Unternehmen im Fokus und nicht das Wohlergehen von Menschen und Umwelt, weder der lokalen Landwirtschaft im Kanton Bern noch das der Menschen in den Ländern, die zu MERCOSUR dazugehören. Fünftens: Die Fleischproduktion für das Freihandelsabkommen bedeutet eine zusätzliche Rodung der Regenwälder, und damit verbunden massive Schäden für das globale Klima, die Verdrängung von Indigenen bis hin zu Morden an indigenen Personen für Fleisch, das wir nicht brauchen und für Futtermittel, für die es dringend andere Lösungen braucht. Sechstens: Es wird von Experten und Expertinnen geschätzt, dass sich die Abholzung in Brasilien in den nächsten Jahren vervierfachen wird, wenn Bolsonaro die gleiche Politik weiterverfolgt. Das ist nicht verantwortbar, und vor diesem Hintergrund ist es ein Hohn, wenn das SECO sagt, dass dieses Abkommen zu einer nachhaltigen Entwicklung der Landwirtschaft und Ernährungswirtschaft beiträgt. Wir werden diese Motion einstimmig überweisen.

Adrian Haas, Bern (FDP). Ich mache es kurz: Dieser Vorstoss will den Bund dazu aufrufen, die Bundesverfassung einzuhalten. Wir halten solche Aufforderungen unabhängig vom Anliegen für nicht stufengerecht. Für uns machen Briefträgervorstösse im Maximum dann Sinn, wenn es um spezielle kantonbernische Anliegen geht. Aber Weltpolitik müssen wir hier also wirklich nicht machen. Hier geht es nicht um kantonbernische Anliegen und im Übrigen scheint das Anliegen von den Motionären bereits erfüllt. Wir lehnen diesen Vorstoss ab.

Andreas Mühlemann, Grasswil (BDP). Das Freihandelsabkommen mit den MERCOSUR-Staaten – als Landwirt stehe ich diesem MERCOSUR-Abkommen skeptisch gegenüber. Der Artikel 104a, Buchstabe d der Bundesverfassung muss unbedingt eingehalten werden, dies sehe ich genau gleich wie die Motionäre. Bedenken habe ich vor allem bei den Produkten, die fast nicht kontrollierbar sind: gentechnisch veränderte Pflanzen, Tiere aus Massentierhaltung und zusätzliche Kontingente über den WTO-Verpflichtungen. Das sind grosse Mengen – 3000 kg Rindfleisch, 1000 Tonnen Pouletfleisch, Früchte, Gemüse und Speiseöle. Ein weiteres grosses Problem wurde mehrere Male gesagt: die Abholzung des Regenwaldes für die Nahrungsmittelproduktion. Aber es sind bereits mehrere Vorstösse im eidgenössischen Parlament, deshalb ist die BDP-Fraktion der Meinung, dass dieses Abkommen in den eidgenössischen Räten thematisiert werden soll. Die BDP-Fraktion stimmt mehrheitlich dem Antrag des Regierungsrates zu.

Julien Stocker, Biel (glp). Ich kann mich auch kurzhalten, ich schliesse mich Adrian Haas an. Die grünliberale Fraktion lehnt diese Motion ab, ganz einfach, weil sie nicht stufengerecht ist. Dieser Vorstoss zielt so spezifisch auf ein nationales Geschäft ab und hat überhaupt keinen Bezug zu unserem Kanton. Der Kanton Bern ist weder besonders betroffen, noch gibt es sonst irgendeine Begründung im Vorstoss, die dieses Geschäft hier in diesem Rat rechtfertigen würde. Der Kanton Bern kann sich, wie vom Regierungsrat geschildert, im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens einbringen, aber wir als Grosser Rat haben hier schlichtweg nichts dazu zu sagen. Und mehr muss ich auch gar nicht dazu sagen, wir lehnen diese Motion ab.

Tom Gerber, Reconvilier (PEV). Je vais droit au but : le groupe évangélique ne pense pas beaucoup de bien du traité de libre-échange avec le Mercosur. Si nous avons beaucoup de compréhension que l'industrie exportatrice suisse a un intérêt certain à ce traité de libre-échange, nous ne pouvons pas accepter que notre agriculture serve de monnaie d'échange. Eh oui, notre agriculture n'est pas à vendre. Les derniers mois devraient nous avoir servi de leçon quant à l'importance de garder en Suisse une agriculture productrice et de ne pas se rendre encore plus dépendants de l'étranger. Ça a déjà été dit par la motionnaire, mais les modélisations élaborées par la Confédération de ce traité de libre-échange vont encore baisser et encore plus d'exploitations vont mourir.

Aujourd'hui déjà, un agriculteur doit travailler entre 60 et 70 heures par semaine pour avoir un revenu qui lui permet de vivre. Et là, nous n'avons pas encore parlé du salaire qu'il aimerait ou qu'il devrait pouvoir payer à son épouse.

La présente motion ne s'oppose pas fondamentalement au dit Accord, mais exige l'engagement du canton de Berne pour que soit respecté ce fameux article 104a, je ne vais pas le lire encore une fois. Même si le Conseil-exécutif était encore consulté, je pense qu'il est de notre responsabilité en tant que grand canton agricole d'utiliser toutes nos possibilités d'influence pour que cet article constitutionnel soit respecté, et surtout réellement respecté sur le terrain, pas seulement sur un bout de papier. Personnellement, je pense que pour le respecter vraiment, on aurait meilleur temps de ne pas faire d'accord. Le groupe évangélique donc acceptera la motion et vous invite à faire de même.

Ernst Tanner, Ranflüh (EDU). In der EDU-Fraktion ist uns bewusst, dass diese Motion nicht stufengerecht ist. Wenn aber durch unsere Zustimmung beim Bundesrat und bei der Bundesversammlung Druck entstehen kann, dann kann das auch nicht schaden. Uns ist wichtig, dass die lokale Landwirtschaft geschützt und die Abholzung der Regenwälder bekämpft wird. Wir stimmen der Motion zu.

Präsident. Damit sind wir mit den Fraktionsansprachen durch. Wir kommen zu den Einzelsprechenden, als Erster Grossrat Samuel Krähenbühl.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (SVP). Ich frage mich, wie man überhaupt gegen diese Motion sein kann. Ich bin klar dafür. Sie verlangt nichts anderes als die Einhaltung der Bundesverfassung, dass Artikel 104a, Absatz d eingehalten wird. Man kann sagen, dass das etwas Selbstverständliches ist, aber es schadet sicher nicht, wenn wir darauf verweisen. Ich will vor allem noch etwas ins Feld führen, da schaue ich ein bisschen meine Kollegen an, die vielleicht noch etwas am Schwanken sind: Liebe SVP-Kolleginnen und Kollegen, aber die anderen dürfen auch gut zuhören, es geht um Artikel 121a der Bundesverfassung, bei dem das Volk verlangte, dass die Zuwanderung gesteuert wird. Wir sagen sonst auch immer, wir sollen die Verfassung einhalten. Und dann spricht für mich einfach absolut nichts dagegen, dass wir dies hier nicht auch einfordern.

Vielleicht noch zwei Bemerkungen zu zwei Vorrednern: Adi Haas, du musst jetzt nicht mit dem Knutti schwatzen, du musst zuhören. Wenn wir hier nur Vorstösse debattieren würden, die die Wirkung im Ziel erzielen und die sinnvoll sind, die viel bringen, dann wären wir wohl heute schon fertig. Und vielleicht noch eine Bemerkung zu Julien Stocker: Ähm, das betrifft den Kanton Bern nicht? Der Kanton Bern ist der grösste Agrarkanton, mit über 10'000 Betrieben, der in praktisch allen Produktionsrichtungen die Nummer eins ist. Also, wenn es denn jemanden betrifft, dann ist das der Kanton Bern. Und deshalb, auch wenn es vielleicht nicht viel bringt, ist es ein Fingerzeig nach da drüben (*Grossrat Krähenbühl zeigt in Richtung der BEA-Hallen, wo gerade National- und Ständerat tagen. / Le député Krähenbühl indique la direction des halles de la BEA où siègent alors le Conseil national et les Conseil des Etats.*) oder vielleicht später in diese Richtung (*Grossrat Krähenbühl zeigt in die Richtung, in der das Bundeshaus liegt. / Le député Krähenbühl indique la direction du Palais fédéral.*). Für mich spricht nichts dagegen, auch wenn es von den Grünen kommt, das ist für mich kein Argument, ich bin trotzdem auch dafür. Wenn etwas Sinnvolles von der anderen Partei kommt, dann bin ich dafür. Deshalb, nehmen Sie das an.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Auch ich möchte mir rasch erlauben..., warum ich diesem Vorstoss mit voller Überzeugung zustimmen würde. Auch ich bin einer der Betroffenen, ich habe einen kleinen Landwirtschaftsbetrieb, und deshalb bin ich auch besorgt über die sogenannten Freihandelsabkommen, die da auf Bundesebene abgeschlossen werden. Ich bin mit Ihnen einig, dass Freihandelsabkommen für die Wirtschaft, für die Industrie aber auch für die KMU-Betriebe eine gute Sache sind und viele davon profitieren werden. Für die Landwirtschaft hat es aber leider meistens negative Folgen, und man konnte da in der Antwort des Regierungsrates auf die Interpellation lesen, dass eben der Strukturwandel in der Landwirtschaft bei Freihandelsabkommen beschleunigt wird. Auch ich stelle mir die Landwirtschaft natürlich etwas anders vor, auch unsere Schweizer Landwirtschaft. Wir müssen den Selbstversorgungsgrad erhöhen, wir müssen die Lebensmittelversorgung besser sicherstellen. Die Corona-Krise, geschätzte Anwesende, hat dies ganz klar gezeigt. Wir transportieren Mineralwasser, und was ist passiert? Es gab kein Mineralwasser mehr. Aus dem Ausland wurden keine Importe mehr getätigt, und wir mussten auch noch am Samstag Mineralwasser transportieren, damit die Grundversorgung sichergestellt war. Wir müssen aufpassen, dass wir

keine Ballenberg-Landwirtschaft machen, wir müssen unabhängig vom Ausland sein. Was wollen wir dann machen, wenn die Grenzen zugehen? Dann sind wir eben froh, wenn wir die Produktion in der Schweiz sicherstellen können, und dies gilt für alle Branchen. Gewinner von Freihandelsabkommen sind grundsätzlich die Bauern in anderen Ländern und Lebensmittelverarbeiter der zweiten Stufe – ich denke hier zum Beispiel auch an Nestlé, Detail- und Grosshändler. Die Verlierer von Freihandelsabkommen sind grundsätzlich Schweizer Bauern. Professor Matthias Binswanger hat es deutlich gesagt: «Freihandel führt nicht zu befreiten Bauern, sondern zur Befreiung der Schweiz von ihren Bauern». Geschätzte Anwesende, die Schweizer Landwirtschaft kann aufgrund der hohen Kosten und der topografischen Lage nicht konkurrenzfähig mit dem Ausland produzieren, da können wir uns noch so anstrengen, da können wir noch so produktiv sein, das funktioniert einfach nicht. Die Schweizer Landwirtschaft muss sich nach der Bundesverfassung ausrichten, und deshalb bitte ich Sie, diesen Vorstoss, so wie er vorliegt, anzunehmen.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC) Contrairement à mon collègue qui est du même parti et qui a la même profession, je vois les choses quand même un peu différemment. Les motionnaires demandent à notre exécutif cantonal qu'il intervienne auprès du Conseil fédéral concernant l'article 104a. Donc, les accords du Mercosur concernent principalement des importations de produits agricoles, notamment de la viande bovine et de la volaille. C'est sympa que quelques élus Verts et du PDC volent au secours de l'agriculture suisse. Pour rappel : l'auto-provisionnement de la Suisse en produits alimentaires se monte à tout juste 50 pour cent. Pour ce qui est de la viande bovine, on se situe à 80 pour cent et pour la volaille à un peu plus de 50 pour cent. La semaine passée Proviande, une organisation interprofessionnelle composée de producteurs, de transformateurs et de distributeurs de viande, a dû prendre une décision d'urgence demandant l'importation de 2000 tonnes de viande bovine. Il est important pour le consommateur suisse d'avoir des produits de qualité qui proviennent d'exploitations respectant les exigences sociales et environnementales définies dans les accords ce qui est souvent très difficile à contrôler, il est vrai, hors de nos frontières. Dans la question urgente déposée par le groupe des Verts au Conseil national, le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) a déjà répondu clairement aux neuf points contenus dans la question : autant les aspects sur le bien-être des animaux, le respect des produits utilisés pour la détention des animaux que l'impact sur l'environnement ou le respect des droits des peuples indigènes sont garantis. La population suisse également pourra se prononcer sur cet accord puisque le référendum facultatif sera accordé. Bien que la demande ou la motion soit pertinente, à mon sens, elle n'a pas raison d'être.

Roland Benoit, Corgémont (UDC) Vous pouvez constater qu'à l'UDC on a la possibilité d'avoir un avis différent. Mesdames et Messieurs, même si je suis un grand défenseur de l'agriculture, je pourrais même soutenir ici l'article 104a, je ne peux pas soutenir ici la démarche. En effet, dans le contexte de cette motion, on parle de quelque chose qui est dans les pratiques, et il est courant que la Suisse importe de la viande de choix, donc, les bons morceaux qui proviennent essentiellement de l'Amérique du Sud. En effet, nous sommes dépendants dans ce canal-là de l'importation de viande provenant de l'étranger. Comme l'a dit Etienne Klopfenstein, Proviande a déjà fait une demande, pas plus tard que la semaine passée, d'importer 2000 tonnes de viande.

Si nous voulons, Mesdames et Messieurs, donner la possibilité à nos professionnels de l'agriculture de pouvoir continuer à produire de bons aliments, tout le monde est d'accord sur ce point-là, mais il y a aussi l'aspect de nourrir la population et à ce titre-là nous devons aussi accepter que les importations puissent se faire. Un accord avec le Mercosur est bénéfique pour la Suisse, nous aurons la possibilité d'exporter en contrepartie d'autres agents de fabrication suisse. Et j'aimerais également mentionner ici que l'USP, la plus grande organisation paysanne de Suisse, à part quelques réserves, est également favorable à un tel accord, accord qui sera certainement signé d'ici la fin de l'année. Voilà Mesdames, Messieurs, c'est pour cette raison que moi, personnellement, je ne pourrai pas soutenir cette motion.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (SP). Wir haben jetzt schon einiges gehört zu diesem Thema, es ist ein wichtiges Thema, es ist wichtig, dass hier viel darüber gesprochen wird. Wir haben gehört, dass wir hier keine Weltpolitik machen, das stimmt, wir haben auch gehört, es habe keinen Bezug zum Kanton Bern und es wäre nicht stufengerecht. Ich frage mich, warum man sich immer, sei es gegen oben oder nach unten, hinter anderen Stufen versteckt? Ich möchte hier jetzt aber kein Plädoyer – wie wir dies auch schon gehört haben – zum Schutz der einheimischen Landwirtschaft hal-

ten, ich will auch nicht einen Selbstversorgungsgrad und eine Erhöhung beantragen, ich will auch nicht, die aus meiner Sicht nicht zutreffende Einschätzung einer Schweizer Landwirtschaft, die autark sei und auch bei geschlossenen Grenzen funktioniere, unterstreichen. Ich will von Verantwortung sprechen. Wir haben Verantwortung für das, was hier in unseren Gemeinden, in unserem Kanton, in der Schweiz geht, wir haben aber auch eine Verantwortung für das, was in unser Land importiert wird. Die Art und Weise, wie die Lebensmittel im Ausland produziert werden, haben dort Einfluss auf die Arbeitsbedingungen der Menschen, haben Einfluss auf die Umwelt und auf das Tierwohl. Wir können Freihandelsabkommen nur abschliessen, wenn die Nachhaltigkeitskriterien in allen Punkten für die Umwelt, für die Menschen, für die Tiere eingehalten werden und vor allem auch, wenn sie überprüft werden. Denn die Menschenrechte gelten weltweit, die Umwelt muss weltweit geschützt werden, Ökologie muss weltweit gefördert werden. Und so haben wir nicht nur mit unserem Konsumverhalten Einfluss darauf, was wo wie produziert wird, sondern wir müssen eben auch politisch Einfluss nehmen. Mit diesem Abkommen, das hier zur Diskussion steht, ist die Nachhaltigkeit nicht gewährleistet, die Überprüfung ist nicht gewährleistet und wir werden unseren Versprechen mit der Agenda 2030 zu den Nachhaltigkeitszielen nicht gerecht. Es ist ein falsches Zeichen, wenn wir hier jetzt diese Motion ablehnen. Vielen Dank für die Unterstützung.

Bruno Martin, Ligerz (Grüne). Es ist für mich eine freudige Diskussion, es ist für einmal nicht einfach nur links gegen rechts oder die einen gegen die anderen. Ich möchte auch noch darum bitten, diesen Vorstoss anzunehmen, nicht unbedingt wegen Gesetzestexten, sondern weil eine gesunde Veränderung immer zuunterst anfängt. Und besser zuerst einmal vor der eigenen Haustüre wischen, und dann danach mutig als Vorbild etwas versuchen zu bewegen, auch wenn es noch hoffnungslos wäre, aber wenigstens mit Zuversicht. Wir haben auch vom Wasser gehört: Herr Knutti hat Wasser herumgeführt. Wir haben in den letzten 8, 9 Wochen viel über einen kleinen Virus diskutiert, aber schlussendlich hängt die Gesundheit auch von der Natur ab – auch hier ist die Sprache vom sauberen Wasser als Grundnahrung, saubere Luft, und dann sind wir nahe bei der Gesundheit. Mutig zusammenstehen und wirklich auch unter Bauern... – und das freut mich hier, dass man wirklich über die Sache diskutieren kann, und das zeigen kann, was alle beitragen können punkto Gesundheit der Landwirtschaft. Ich finde diesen Vorstoss sehr wichtig, fast der wichtigste der ganzen Woche. Danke für die Unterstützung.

Präsident. La motionnaire veut parler avant le gouvernement. Je cède la parole à Mme von Wattenwyl.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Les Verts). J'aimerais vous remercier donc pour le soutien à cette motion, j'aimerais particulièrement remercier la prise de position de Samuel Krähenbühl et de Thomas Knutti, ça montre qu'on peut parfois partager des thèmes interpartis. Merci pour le soutien de la motion.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Regierungsrat.

Christoph Ammann, Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektor. Dieses Thema ist auf nationaler Ebene längstens adressiert. Das SECO hat einen Faktencheck gemacht, das SECO hat zusammen mit dem BLW im August des letzten Jahrs eine Studie zu den Umweltauswirkungen des Abkommens erstellen lassen – notabene durch die Uni Bern. Die Ergebnisse liegen noch nicht vor, oder sind auf jeden Fall der Regierung nicht bekannt. Aber es wird gearbeitet. Es gibt insgesamt 5 Vorstösse auf nationaler Ebene, die sich genau mit diesen Fragen befassen. Es gibt die Aussage des Wirtschaftsministers Parmelin, dass diese Vorlage dem fakultativen Referendum unterstellt werden soll, damit auch die Möglichkeit da ist, dass sich die Bevölkerung direkt äussern kann. Die Regierungen der Kantone haben im Rahmen von Vernehmlassungsverfahren die Möglichkeit zu intervenieren. Daher ist die Regierung der Auffassung, dass es keine zusätzliche Intervention braucht, aber wenn eine Mehrheit des Parlaments dies will, dann werden wir selbstverständlich einen Brief schreiben und darauf hinweisen, dass der Bundesrat und die Bundesversammlung nur ein Abkommen abschliesst, wenn Artikel 104a, Buchstabe d der Bundesverfassung eingehalten wird. Das schreiben wir wortwörtlich, genauso, wie es verlangt wird.

Präsident. Wir kommen zur Beschlussfassung. Traktandum Nummer 60, eine Fraktionsmotion der Grünen, «Freihandelsabkommen mit dem MERCOSUR: Der Kanton Bern muss aktiv werden!». Wer diese Motion annehmen will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

f

Abstimmung (2019.RRGR.254)

Vote (2019.RRGR.254)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui 102

Nein / Non 38

Enthalten / Abstentions 3

Präsident. Sie haben diese Motion angenommen, mit 102 Ja-Stimmen zu 38 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen.